

Unité départementale du Loiret  
3, rue du carbone  
45072 ORLÉANS Cedex 2

ORLÉANS, le 18/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SAFIL**

Route de Vaupy  
45420 BONNY SUR LOIRE

Références : n° 562 / 2022 - VAT  
Code AIOT : 0010001514

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/10/2022 dans l'établissement SAFIL implanté Route de Vaupy 45420 BONNY SUR LOIRE. L'inspection a été annoncée le 31/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Récolement de la nouvelle chaîne de traitement de surface

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAFIL
- Route de Vaupy 45420 BONNY SUR LOIRE
- Code AIOT : 0010001514
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Les activités exercées par la société SAFIL sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 21 novembre 1988 et par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 7 mars 2022 et du 17 octobre 2022.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Récolement de la chaîne de traitement de surfaces
- Rejets atmosphériques
- Contrôle des rejets atmosphériques

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La ligne de peinture n'a pas été dotée d'un système d'extinction. La consultation des entreprises est en cours. Les offres techniques sont attendues pour la fin de l'année. A la suite, l'exploitant proposera un plan d'actions pour mise en conformité (ou remplacement de la cabine de poudrage).

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

- **Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Mesures constructives	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
2	Mesures constructives, désenfumage	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
2 bis	Mesures constructives, amenées d'air	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
3	Installations électriques créées	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
3 bis	Installations électriques existantes	Arrêté Pr&éfectoral Complémentaire du 17/10/2022, Titre II, Chapitre 2.1	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours
5	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	/	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

- Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Mise à la terre du réservoir de Propane	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.8	/	Sans objet

- Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Disconnexion	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26	/	Sans objet
6	Etanchéité des sols	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Dimensionnement des rétentions	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-II	/	Sans objet
9	Contrôle des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Comportement au feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le bâtiment abritant l'installation présente au moins les caractéristiques de comportement au feu suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la structure est de résistance au feu R 30 ;</li> <li>- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.</li> </ul> <p>Les locaux à risque définis à l'article 10 présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- murs et parois séparatifs REI 120 ;</li> <li>- planchers EI 120 et structures porteuses de planchers R 120 ;</li> <li>- portes et fermetures résistantes au feu (y compris celles comportant des vitrages et des quincailleries) et leurs dispositifs de fermeture EI 120.</li> </ul> <p>En l'absence de tout stockage ou emploi de liquide inflammable, l'exploitant peut déroger aux dispositions relatives à ces locaux à risque aux deux conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les locaux à risque disposent d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme sonore et visuel sur site permettant l'intervention dans les meilleurs délais du personnel formé aux moyens de lutte contre l'incendie définis à l'article 14 ci-après.</li> <li>- la structure est de résistance au feu R 30 et les murs extérieurs sont construits en matériaux A2s1d0.</li> </ul> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions propres aux locaux à risque.</p>
<p><b>Constats :</b> <b>C1</b> La ligne de traitement de surface n'est pas implantée dans une enceinte présentant les caractéristiques de résistance au feu REI 120 (murs et porte).</p>
<p><b>Observations :</b> L'ancienne ligne de traitement de surface a été mise à l'arrêt en juillet 2022. La nouvelle ligne a été déployée en août 2022 et mise en service en septembre 2022. Elle est implantée à côté de l'ancienne ligne.</p> <p>De ce fait, pour construire les murs coupe-feu, l'exploitant doit finaliser l'évacuation de l'ancienne ligne de manière à pouvoir déployer l'unité zéro rejet aqueux, puis libérer l'espace nécessaire à la construction des parois. Par courrier du 20 octobre 2022, l'exploitant précise que les contraintes techniques permettraient de solder l'ensemble des aménagements nécessaires pour la fin du premier trimestre 2023.</p> <p>L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur le fait que la présence de poteaux métalliques dans les parois REI 120 ne permet pas de qualifier un mur R120. En cas d'incendie, les poteaux vont être soumis à un flux thermique, se déformer et exercer des forces sur le mur qui conduiront à son effondrement. D'autant que les poteaux portent les pannes qui, en cas d'incendie, tomberont avec la toiture.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux à risque définis à l'article 10 sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m<sup>2</sup> ;</li> <li>- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m<sup>2</sup> sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.</li> </ul> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Elles sont clairement signalées et facilement accessibles. Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Tous les dispositifs sont fiables, composés de matières compatibles avec l'usage, et conformes aux règles de la construction. Les équipements conformes à la norme NF EN 12 101-2, version décembre 2013, sont présumés répondre aux dispositions ci-dessus.</p> <p>Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées pour chaque zone à désenfumer.</p> <p>Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires, lorsqu'ils existent, sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique, si l'installation en est équipée.</p>
<p><b>Constats :</b> <b>C2</b> La ligne de traitement de surface n'est pas équipée, en partie haute, de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p><b>C3</b> La définition des amenées d'air n'est pas arrêtée.</p>
<p><b>Observations :</b> L'ancienne ligne de traitement de surface a été mise à l'arrêt en juillet 2022. La nouvelle ligne a été déployée en août 2022 et mise en service en septembre 2022. Elle est implantée à côté de l'ancienne ligne.</p> <p>De ce fait, pour installer les trappes de désenfumage (les coffrets de commande ont été installés), l'exploitant doit finaliser l'évacuation de l'ancienne ligne de manière à pouvoir libérer l'espace nécessaire à la pose des exutoires. Par courrier du 20 octobre 2022, l'exploitant précise que la pose des exutoires est planifiée sur les semaines 47 et 48 de l'année 2022.</p> <p>L'inspection appelle l'attention de l'exploitant sur le fait que les amenées d'air doivent être définies et prévues, de manière :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transitoire en attendant la construction du local dédié à la chaîne de traitement de surface ;</li> <li>- définitive, en parallèle de la construction du local dédié à la chaîne de traitement de surface.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

### N° 3 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17 et Arrêté Préfectoral du 17/10/22, Titre II, Chapitre 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.  Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.  Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.  Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.  Les circuits de régulation thermique de bains sont construits conformément aux règles de l'art et ne comprennent pas de circuits de refroidissement ouverts.
<b>Constats :</b> C4_Absence de conformité des installations électriques mises en service dans le cadre du déploiement de la nouvelle chaîne de traitement de surfaces (vérification initiale).  C5_Absence de conformité des installations électriques existantes et absence de complétude des vérifications (absence de test des DR, etc...).
<b>Observations :</b> Le rapport de vérification initiale des installations électriques de la nouvelle chaîne de traitement de surfaces (Bureau Veritas) fait mention d'écarts, dont 90% sont d'ores et déjà levés.  Les rapports de vérification des installations électriques existantes (DEKRA, HT, BT, atelier MANO) font mention d'écarts (atelier MANO, absence d'identification des dispositifs de coupure, BT 25 écarts (dont absence de dispositifs différentiels, raccordement électrique de machines défectueux, absence de mise à la terre de machine, etc..).  Enfin, les vérifications sont partielles (absence de présentation du plan des zones à risques, absence d'essai des dispositifs différentiels, etc..).  Le jour de la visite, objet du présent rapport, les écarts n'avaient pas encore fait l'objet d'un plan d'actions, l'exploitant étant mobilisé sur les travaux afférents à la nouvelle ligne de traitement de surface (rapport transmis le 8 juillet 2022).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours

**N° 4 : Disconnexion**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 26
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Disconnexion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le système de disconnection équipant le raccordement à une nappe d'eau ou au réseau public de distribution d'eau potable, en application du code de la santé publique, destiné à éviter en toute circonstance le retour d'eau pouvant être polluée peut être vérifié régulièrement et entretenu.
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<b>Observations :</b> Rapport du 27 juillet 2022 relatif au contrôle du disconnecteur protégeant le retour d'eau de la chaîne de traitement de surface (DEKRA).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Confinement des eaux d'extinction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Confinement des eaux d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin.  Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.
<b>Constats :</b> C6_Absence de confinement des eaux d'extinction.
<b>Observations :</b> L'ancienne ligne de traitement de surface a été mise à l'arrêt en juillet 2022. La nouvelle ligne a été déployée en août 2022 et mise en service en septembre 2022. Elle est implantée à côté de l'ancienne ligne. Le confinement des eaux sera assuré dans le local, avec fermeture de barrières écluse étanches et résistantes aux produits/substances/mélanges présents. La mise en place de ce dispositif suppose préalablement de finaliser l'évacuation de l'ancienne ligne de manière à pouvoir déployer l'unité zéro rejet aqueux, puis libérer l'espace nécessaire à la construction des parois. Par courrier du 20 octobre 2022, l'exploitant précise que les contraintes techniques permettraient de solder l'ensemble des aménagements nécessaires pour la fin du premier trimestre 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 60 jours



## N° 6 : Etanchéité des sols

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Etanchéité des rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation de substances ou mélanges dangereux, d'acides, de bases ou de sels à une concentration supérieure à 1 gramme par litre est étanche, inattaquable et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<b>Observations :</b> L'ensemble des sols localisé sous l'emprise projetée de la chaîne de traitement de surface a fait l'objet d'un traitement de manière à rendre ce dernier étanche, inattaquable et il est équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.  Un test d'humidité en fond de puisard a été réalisé (identifié 28C). La détection de liquide a conduit au déclenchement d'une alarme sonore et le report d'information sur l'armoire de pilotage.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Dimensionnement des rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20-II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dimensionnement des rétentions
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute chaîne ou cuve de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité de la plus grande cuve ; - 50 % de la capacité totale des cuves associées.  Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ou des acides ou des bases ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<b>Observations :</b> Présence de deux rétentions distinctes.
<b>O1: L'exploitant justifie auprès de l'inspection du bon dimensionnement des deux rétentions.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Mise à la terre du réservoir de Propane**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à la terre des équipements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.  En particulier, « les réservoirs », à l'exception des réservoirs enterrés sous protection cathodique, sont mis à la terre par un conducteur dont la résistance est inférieure à 100 ohms. L'installation permet le branchement du câble de liaison équipotentielle du véhicule ravitailleur « avec le réservoir ».
<b>Constats :</b> C7_Absence de contrôle annuel de la valeur de la mise à la terre du réservoir de Propane.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Contrôle des rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 36
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des rejets atmosphériques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les émissions atmosphériques (gaz, solvants, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bacs et cuves de traitement sont captées et épurées, si nécessaire, avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Absence d'écart relevé.
<b>Observations :</b> Le contrôle des rejets atmosphériques a été réalisé le 18 octobre 2022. Les résultats définiront la nécessité ou non de mettre en place une colonne de lavage des effluents gazeux.  <b>O2 : L'exploitant transmet à l'inspection une copie du rapport de contrôle des rejets atmosphériques canalisés de la ligne de traitement de surface.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet